

Unité départementale de la Somme
53 rue de la Vallée
80000 Amiens

Amiens, le 31/12/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/12/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PARC EOLIEN INNOVENT

14 rue Hergé
Parc de la Haute Borne
59650 Villeneuve-D'ascq

Références : 2025-E10004
Code AIOT : 0005107692

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/12/2024 dans l'établissement PARC EOLIEN INNOVENT implanté PARC EOLIEN Roye 1 80700 Villers-lès-Roye. L'inspection a été annoncée le 29/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PARC EOLIEN INNOVENT
- PARC EOLIEN Roye 1 80700 Villers-lès-Roye
- Code AIOT : 0005107692
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SAS Innovent exploite un parc de 4 aérogénérateurs d'une puissance unitaire de 3,2MW sur le

territoire de la commune de Villers-les-Roye. Le parc est autorisé par certificat d'antériorité du 22 novembre 2013.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Contrôle visuel des pâles	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-II	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Systèmes Instrumentés de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
2	Accès	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
3	Panneau et identification mât	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Sans objet
4	Registre de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Sans objet
5	Intérieur	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet
6	Contrôle des brides et du mât	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I	Sans objet
9	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22	Sans objet
10	Niveaux de bruit	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 26	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant réalise des opérations régulières de maintenance d'exploitation. Toutefois, son système de suivi ne permet pas de différencier aisément ce qui relève des opérations d'entretien opérationnel des opérations de maintenance obligatoire fixées par la réglementation. Il est attendu la production d'un tableau de bord identifiant les interventions, dates et suites données à chacune des obligations périodiques définies par l'arrêté ministériel, ainsi que d'une synthèse annuelle en langue française.

L'exploitant répond à ses obligations de suivi des incidences du parc sur l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnemental
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.</p> <p>Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.</p> <p>Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.</p> <p>Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de " dépôt légal de données de biodiversité " créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.</p> <p>« Pour un » projet de renouvellement, autre qu'un renouvellement à l'identique, l'exploitant met en place un suivi environnemental, permettant d'atteindre les objectifs visés au 1er alinéa du présent article, dans les 3 ans qui précèdent le dépôt du porter à connaissance au préfet prévu par « le II de » l'article R. 181-46 du code de l'environnement.</p>
Constats : <p>Un suivi environnemental établi par le bureau d'études Envol Environnement, mutualisé avec Boralex qui exploite des aérogénérateurs sur le même secteur, couvre 18 éoliennes dont celles du parc Innovent Roye I.</p> <p>Le rapport est daté du 6 avril 2018, sur la base de 16 passages visant les périodes de migration pré-nuptiale, de nidification/mise-bas et de migration post-nuptiale.</p> <p>Le rapport conclut quant à l'absence d'effets significatifs en termes de pertes d'habitats et d'effets barrière, mais relève des effets de mortalité légèrement supérieurs à la moyenne nationale aussi bien pour l'avifaune que pour les chiroptères.</p> <p>Le prochain suivi environnemental devra être réalisé au cours de l'année 2027. Il est recommandé à l'exploitant, au regard des conclusions de ce futur suivi, d'envisager des mesures de réduction des impacts sur la biodiversité en cas de persistance d'effets de mortalité supérieurs à la moyenne nationale.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Accès
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Constats : Il a été vérifié in situ que l'aérogénérateur 1 est fermé à clé et n'est pas accessible aux tiers.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Panneau et identification mât

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Affichage public
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : <ul style="list-style-type: none"> - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
Constats : Chaque aérogénérateur est identifié conformément à la prescription susvisée. Il a été vérifié sur l'éolienne 1 la présence sur le chemin d'accès du panneau d'information et de mise en garde du public.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Registre de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Maintenance

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté. L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni un manuel de maintenance, élaboré par GE Renewable Energy, dans sa version 3 datée du 12/8/2021.</p> <p>Il a exposé à l'inspection des installations classées le fonctionnement de son registre de maintenance. Il s'agit d'un registre électronique, accessible à chaque intervenant de maintenance qui y consigne son rapport d'intervention.</p> <p>L'inspection a regardé par sondage plusieurs rapports figurant sur le serveur. Ces derniers sont en anglais, difficilement exploitables et le classement ne permet pas de différencier aisément les opérations de maintenance obligatoire des opérations de maintenance courante d'exploitation.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Intérieur

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, propreté</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'intérieur de l'aérogénérateur 1 est propre et aucun produit combustible ou inflammable n'y est entreposé. Il a été constaté la présence d'un extincteur au pied de cette éolienne.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Contrôle des brides et du mât

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-I</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle-Brides et mât</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne</p>

<p>peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.</p>
<p>Constats :</p> <p>Il n'a pas pu être vérifié lors de la visite d'inspection la réalisation régulière de ces vérifications. Par mail en date du 18/12/2024, l'exploitant a fourni pour l'éolienne E5 un document récapitulatif faisant le lien entre les différents rapports de maintenance et les obligations réglementaires. La vérification du serrage des brides et du mât figure parmi les points de contrôle du rapport (en anglais) PM - Mechanical Scope Annual Q3-2021 - EN_ROYE INNOVENT_E1 en date du 23/09/2023</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Contrôle visuel des pâles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-II</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle-Pâles</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II. - Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le rapport intitulé PM - Electrical Scope Annual Q3-2021 - EN_ROYE INNOVENT_827226_2023-09-08 (en langue anglaise) mentionne un point de contrôle relatif au système de protection contre la foudre.</p> <p>Il n'est toutefois pas précisé si cette vérification s'accompagne d'un contrôle visuel des pales, ni la manière dont ce contrôle est opéré (drone, jumelles...). L'exploitant n'ayant transmis que le rapport daté de septembre 2023, il n'a pu être vérifié le respect de la périodicité de 6 mois.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra, pour l'ensemble des éoliennes du parc, les 3 derniers rapports attestant du contrôle visuel des pales et éléments susceptibles d'être endommagés à la périodicité définie par la réglementation.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 8 : Systèmes Instrumentés de sécurité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III</p>
--

Thème(s) : Risques accidentels, SIS
Prescription contrôlée : <p>III. - L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse. L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps. Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.</p>
Constats : <p>Il n'a pas pu être vérifié lors de la visite d'inspection la réalisation régulière de ces vérifications. Par mail en date du 18/12/2024, l'exploitant a fourni pour l'éolienne E5 un document récapitulatif faisant le lien entre les différents rapports de maintenance et les obligations réglementaires.</p> <p>L'exploitant indique que les dispositifs de mise à l'arrêt, mise à l'arrêt d'urgence et mise à l'arrêt en régime de survitesse sont testés annuellement, et les résultats consignés dans le rapport intitulé PM - Electrical Scope Annual Q3-2021 - EN_ROYE INNOVENT_827226 en date du 8/9/2023 pour l'éolienne E5.</p> <p>Le rapport, en anglais et difficilement exploitable, conclut à l'absence d'anomalies. Le rapport de vérification au titre de l'année 2024 n'est pas encore établi.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <p>L'exploitant transmettra le rapport de maintenance 2024 dès sa réception. Il est par ailleurs attendu, pour les années à venir, la production d'une synthèse annuelle en langue française des maintenances obligatoires au titre des articles 17 et 18 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent, indiquant pour chaque éolienne:</p> <ul style="list-style-type: none"> • les dates de réalisation des vérifications • la nature des vérifications entreprises • les organes sur lesquelles elles ont porté • le relevé d'anomalies et les suites qui y ont été données.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Situations d'urgence – Consignes et procédures
Prescription contrôlée : <p>Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de</p>

<p>l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ; - les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ; - les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; - les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ; - le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention). <p>Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en oeuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes: survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sable, incendie ou inondation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté un document intitulé "Procédures d'arrêt d'urgence & consignes de sécurité".</p> <p>Ce document établit les procédures à mettre en oeuvre pour les différentes situations dangereuses ou accidentelles (vent fort, survitesse, gel, orage, tremblement de terre, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défaut de lubrification, défaut de serrage de bride, produits incompatibles, incendie, inondation, défaillance des batteries) et établit des consignes de sécurité. Les numéros de téléphones de 7 responsables ainsi qu'un numéro d'astreinte figurent sur le document.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Niveaux de bruit

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 26</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Bruit</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les émissions sonores émises par l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :</p> <p>NIVEAU DE BRUIT AMBIANT EXISTANT dans les zones à émergence réglementée incluant le bruit de l'installation : supérieur à 35dB(A) ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE</p> <p>allant de 7 heures à 22 heures : 5 dB (A) - ÉMERGENCE ADMISSIBLE POUR LA PÉRIODE</p> <p>allant de 22 heures à 7 heures : 3 dB (A) - Les valeurs d'émergence mentionnées ci-dessus peuvent être augmentées d'un terme correctif en dB (A), fonction de la durée cumulée d'apparition du bruit de l'installation égal à :</p> <p>Trois pour une durée supérieure à vingt minutes et inférieure ou égale à deux heures ;</p> <p>Deux pour une durée supérieure à deux heures et inférieure ou égale à quatre heures ;</p> <p>Un pour une durée supérieure à quatre heures et inférieure ou égale à huit heures ;</p> <p>Zéro pour une durée supérieure à huit heures.</p> <p>En outre, le niveau de bruit maximal est fixé à 70 dB (A) pour la période jour et de 60 dB (A) pour la période nuit. Ce niveau de bruit est mesuré en n'importe quel point du périmètre de mesure du bruit défini à l'article 2. Lorsqu'une zone à émergence réglementée se situe à l'intérieur du</p>

périmètre de mesure du bruit, le niveau de bruit maximal est alors contrôlé pour chaque aérogénérateur de l'installation à la distance R définie à l'article 2. Cette disposition n'est pas applicable si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe à l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.

Lorsque plusieurs installations classées, soumises à autorisation au titre de rubriques différentes, sont exploitées par un même exploitant sur un même site, le niveau de bruit global émis par ces installations respecte les valeurs limites ci-dessus.

Constats :

L'exploitant a transmis le rapport de contrôle acoustique post-implantation n°17-17-60-0343-01-A-APO réalisé par le bureau VENATHEC. Ce rapport couvre les 16 éoliennes constituant les parcs exploités par BORALEX et INNOVENT sur les communes de Roye, Villers-les-Roye, Goyencourt, Damery et Andechy.

Les mesures ont été effectuées en 5 points sur la période du 7 au 15 mars 2018.

Le rapport conclut à une conformité au titre de l'émergence sonore chez les riverains, de la tonalité marquée et à l'absence de dépassement du niveau de bruit maximal sur le périmètre de mesure.

Type de suites proposées : Sans suite